

Burundi : Le summum de la corruption est-il déjà atteint ?

@rib News, 20/10/2014 Le pouvoir corrompt, dit lâ€™madage : corrompez et mentez toujours, il en restera quelque chose ! Par JP. Mbonabuca Le degré de corruption nâ€™existe dans aucun pays du monde. Certes ! Mais la corruption et corruption. Lâ€™Indice de Perception de la Corruption (IPC ; ne pas confondre avec lâ€™indice des prix de consommation, ou encore moins lâ€™Integrated Food Security Phase Classification appelâ€™ aussi IPC) â€™value la perception du niveau de corruption affectant les administrations publiques et la classe politique. Depuis lâ€™arrivée au systâ€™me actuellement au pouvoir, une multiplication exponentielle de scandales financiers, de corruption et de détournement des deniers publics â€™ grande échelle et au presque au grand jour a été enregistré.

Ce nâ€™est pas que les régimes passés soient blancs en la matière, loin sâ€™en faut ; mais eux au moins ils savaient maquiller et cacher ! Et le citoyen lambda nâ€™avait que des ouï-dire longtemps après la consommation du forfait. Aujourdâ€™hui, câ€™est presque en direct que se commettent les forfaits. De la base au sommet de lâ€™Etat. Les tribunaux lâ€™avenir ont de la matière sur la planche. Tenez seulement. Prenons une période de cinq années consécutives 2012, juste pour nous amuser, même si rien nâ€™incite vraiment à en rigoler. 2008 : au 158e rang (sur 180) du monde au 35e en Afrique subsaharienne, le Burundi avait une note de 1.9 sur une échelle de 10. Quasiment parmi les 20 pays les plus corrompus du monde. Si les notes du Bénin, de la Mauritanie et du Nigeria ont progressé de manière significative cette année, celles du Burundi et de la Somalie se sont sensiblement dégradées (TI). Et â€™ajouter. La guerre civile a de nouveau menacé le Burundi en 2007 après la rupture de lâ€™Accord pour la Paix dâ€™Arusha, et la corruption sâ€™aggrave dans de nombreux secteurs. Aucune enquête nâ€™a été menée à la suite des nombreuses de corruption visant des responsables de haut niveau, et les â€™dâ€™clencheurs dâ€™alerte ne bénéficient de quasiment aucune protection. Ainsi, la corruption demeure un obstacle majeur au développement économique et commercial du pays. », poursuit TI. 2009 : 168e rang mondial sur 180 et à 42e en Afrique à la suite du Sahara sur 47, le Burundi a même progressé avec un score corruption de 1.8 sur 10 (on devrait dire de non corruption, car la meilleure note de 10 est réservée aux pays â€™ sans â€™ ou, pour rester réalistes, à la moindre corruption). 2010 : 170e sur 180 toujours Burundi a encore chuté avec un score de 1.8 qui se maintient certes, mais avec 2 places plus en arrière. 2011 : maintenant que lâ€™on a lâ€™habitude, il faut juste chercher parmi le peloton caudal pour trouver le Burundi à la 172e place (cette fois sur 182 pays évalués), avec une note invariablement devenu trâ€™s burundaise de 1,9. Même la RDC lâ€™généralement référence en la matière se classe deux places avant le Burundi. On est tombé trâ€™s bas, comme disaient lâ€™autre. 2012 : Idem. 165e sur 174, le Burundi avec 1.9 prend les â€™mes et recommence son bonhomme de corruption ; à croire que câ€™est la marque déposée du régime en place ! Non seulement les détournements se commettent au nez et à la barbe des citoyens paupâ€™risés et muselés ou tâtanisés, mais aussi ils sont couverts par une impunité quasi totale, fort probablement puisquâ€™ils profitent dâ€™une certaine manière au systâ€™me, plus précisément au parti au pouvoir et à ses dignitaires. Il suffit que ces derniers pris la main (entendez toutes les mains, comme dirait lâ€™avare de Molière) dans le sac (ou plusieurs sacs, et de gros sacs), en reversent une partie au parti â€™ la â€™me nâ€™est un apanage des religions ! Quâ€™on se souvienne : avant le nickel et autres minerais, il y eut le détournement des fonds du FED, la vente de lâ€™avion présidentielle, le fameux Falcon 50, les commandes des haricots, des chaussures pour la police, des véhicules, les commandes de matériels scolaires aux sociétés étrangères et au détriment des sociétés publiques burundaises, lâ€™affaire INTERPETROL, la mainmise sur les réserves de la banque et renflouer les caisses du parti (lâ€™on se rappelle le limogeage â€™ bruyant de lâ€™Administrateur Directeur Général de la BCB dâ€™alors, avec de USD trouvés là où vous savez !), le pillage des minerais de wolframite de MUYINGA par les responsables militaires et de la police, en tête desquels figurait un certain Général aujourdâ€™hui à la tête dâ€™un service puissant et pivot de la République, non sans collusion avec des mains étrangères. Lâ€™OLUCOME a aussi, à une certaine époque, donné lieu à pillage et des containers desdits minerais avaient été saisis par la direction des douanes. Qui a oublié lâ€™affaire de documents à ce sujet ? Ces â€™mes minerais étaient (et sont peut-être toujours) exploités à MUYINGA, sous lâ€™œil du gouverneur de la province, les responsables de la police assurant la sécurité des gisements, pour le compte des hautes personnalités. Lâ€™administrateur général de la documentation nationale a probablement fini par trouver et réguler son sort, comme à son habitude, de la personne qui a vendu la machine à propos de cette exploitation illégale. Que sont devenus, et câ€™est loin dâ€™être un détail, les tracteurs que le gouvernement du bienfaiteur Kadhafi avait octroyés au gouvernement du Burundi ? Ces engins étaient-ils destinés au Burundi ou à son président pour qui les nombreux propriétés domaniales à travers les communes du Burundi ont probablement créé un fort besoin. Dans la même veine et ce nâ€™est quâ€™une hypothèse, qui peut jurer que l'équipe de football Allôluia FC et la chorale de même nom ou j'ai qu'où encore nâ€™ont jamais bénéficié dâ€™un rond de lâ€™Etat ? Dâ€™où viennent les billets de banque offerts à suffire de mentionner quâ€™lâ€™issue du congrès du parti tenu à Gitega du 23 au 24 décembre 2006, le magnanime et riche planteur dâ€™avocats a fait un don de 250.000.000 frs Bu au Parti. La liste est loin dâ€™être exhaustive, seulement des faits de mémoire. On a même pas mentionné le contrôle nigérian, etc. Un jour quelque un â€™cristal chaque Burundais dâ€™un âge égal, peut-être même des mineurs, sait raconter au moins un cas de corruption dont il a été victime ou son voisin immédiat ! Faites les calculs. Ceux qui passent régulièrement à lâ€™aéroport de Bujumbura savent quelque chose où quelque un en uniforme peut vous demander ouvertement un â€™ petit quelque chose ! Dans les communes, sur les collines, dans les quartiers, allez-y demander une place dans une école pour votre enfant, un document X ou Y, plaider un cas Z â€™ ; même sans évoquer les gros dossiers Nickel, Falcon, etc. La corruption est une des manifestations dâ€™un Etat sans état de droit, dâ€™un degré de poussée dâ€™immoralité dans les affaires publiques, chose publique appartient à tout le monde. Câ€™est à croire, comme disait lâ€™autre, que ceux qui passent le plus clair de leur temps dans les temples et autres églises de je ne sais quel jour du seigneur prient des dieux de lâ€™accumulation des richesses. Foi sans actes, dit une tradition en la matière ! Paroles, paroles, chantait Darrida ! Situation révoltante sâ€™ en est, quand on connaît le sort réservé à lâ€™â€™crasante majorité des presque dix millions de Burundais, mangeant à

leur faim et se soignant péniblement! Tous autant qu'ils sont, sauf les «bénéficiaires» de la corruption jus Face à pareille injustice, on pourrait rêver, rêver à une mobilisation citoyenne où les citoyens burundais super indignés commenceraient désormais un compte à rebours. A partir de la dernière dénonciation qui honore OLUCOME une fois de plus, l'on devrait, sans demander à adhérer à cette organisation, la soutenir en alignant tous les faits de corruption avérés ou bien documentés, de moyenne ou de grande portée, dont le parti au pouvoir et ses sbires, mais pas seulement car il y en a d'autres, se sont rendus coupables depuis 2005. On pourrait aller au-delà en 2003, mais fixons cette limite raisonnable. On pourrait les additionner aux grands dossiers de corruption commis sous Buyoya et Ndayizeye. Je vous garantis que les Burundais se découvriraient richissimes. Et que disent les "bailleurs de fonds" sur tous ces fonds tournés alors qu'ils sont sollicités à tour de bras, y compris pour rallonger les budgets de l'Etat? Vouloir briguer mandat sur mandat, se faire élire pour un troisième ou un quatrième round est une chose, démontrer aux citoyens qu'on le mérite en est une autre, puisque les faits tendent à prouver le contraire. "La corruption enferme des millions de personnes dans la pauvreté," déclarait un jour Huguette Labelle, alors la tête de Transparency International. Et après le nickel, ce sera quoi encore? Le lac Tanganyika? Ses crocos et ses hippopotames? Non, j'oubliais: son fond ou tréfonds, peut-être? En attendant les élections. Généralement, si une course paraît lancée matière de gabegie et de corruption ou vente à la va comme je te pousse de pareille envergure, c'est est que le régime aurait peur de perdre les élections. On ne demande qu'à voir!